

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les Français et la réforme des retraites

Etude Ifop pour la CGT

(Levée d'embargo – lundi 14 avril – 8h00)

Paris, 11 avril 2025

Au moment où les discussions sur la réforme des retraites de 2023 reprennent au sein du conclave lancé par le Premier ministre, la question du report de l'âge légal, de la soutenabilité du système et de ses modalités de financement revient au cœur du débat public. Afin de mieux comprendre le regard des Français sur les mesures en vigueur et les alternatives actuellement portées par les différents acteurs sociaux, l'Ifop a mené pour la CGT une grande enquête auprès d'un échantillon représentatif de 2 000 Français.

Le résumé de l'étude

Cette étude met en évidence la résilience de l'opinion publique française face à un contexte international de plus en plus tendu : crises géopolitiques, retour de Donald Trump, nouveaux tarifs douaniers et augmentation des budgets de défense en Europe. Autant de bouleversements qui, en théorie, auraient pu entraîner un glissement des priorités dans l'opinion publique, notamment en faveur de la sécurité ou d'un recentrage budgétaire. Pourtant, ces tensions n'ont pas infléchi significativement le jugement des Français à l'égard de la dernière réforme des retraites, ni affaibli leur attachement au modèle par répartition. Même dans un contexte où l'actualité internationale pourrait justifier une redéfinition des priorités, le passage de l'âge légal à 64 ans suscite toujours une opposition massive, assortie d'un soutien large et transversal à l'organisation d'un référendum. L'enquête fait aussi apparaître une nette préférence pour des solutions de financement alternatives, perçues comme plus équitables : fiscalisation des dividendes, égalité salariale femmes-hommes, hausse des cotisations patronales... À l'inverse, les pistes impliquant un allongement de la durée de travail ou un recours à la capitalisation continuent d'être source de méfiance pour une majorité de citoyens.

Les chiffres clés de l'enquête

- En cas de référendum sur la réforme des retraites adoptée en 2023, deux électeurs sur trois (65%) voteraient en faveur de l'abrogation de la réforme qui a élevé l'âge de la retraite à 64 ans.
- Dans leur ensemble, seuls 34% des Français estiment qu'il faut maintenir l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans et 5% qu'il faut l'augmenter : la grande majorité d'entre eux (61%) souhaitant un retour à 62 ans.
- L'idée d'un retour de l'âge légal à 60 ans baisse quant à elle de manière significative (-15 pts depuis 2022) mais elle reste nettement majoritaire dans l'opinion : 56% des Français s'y montrent favorables, chiffre qui monte à 66% chez les salariés.
- Il faut dire qu'aujourd'hui, la perspective de partir à la retraite est une source d'inquiétude pour un actif sur deux (50%), soit une proportion largement supérieure à celle observée par l'Ifop à la fin des 30 glorieuses (30% en 1971).

- Cette appréhension tient probablement au fait que la majorité des actifs (54%) estiment qu'ils ne seront pas en état de travailler à temps plein jusqu'à 64 ans, la crainte d'être licencié avant 64 ans étant d'ailleurs partagée par plus de 4 salariés du privé sur dix (43%).
- Dans ce contexte, le système par capitalisation ne suscite la confiance que de 29% des Français, cette solution étant pourtant régulièrement mise en avant lors des débats sur la réforme des retraites.
- Pour financer le retour de l'âge légal à 62 ans, les Français se disent en revanche massivement favorables à la taxation des dividendes versés aux actionnaires (82%), ainsi qu'à la hausse des cotisations patronales (76%).

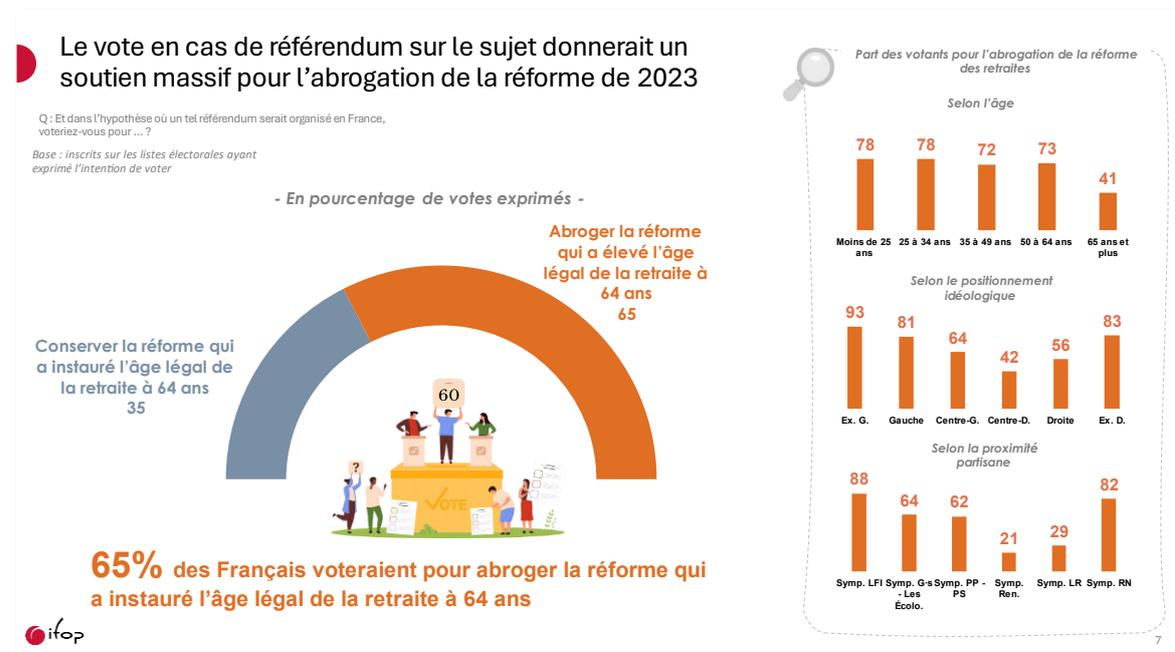
1 - Un plébiscite pour l'abrogation en cas de referendum sur le sujet

Les résultats de l'enquête confirment la persistance d'un fort soutien à l'idée d'un référendum sur la réforme des retraites adoptée en 2023. 68% des Français se déclarent favorables à l'organisation d'une telle consultation, un chiffre stable par rapport à février 2020, où ce taux s'élevait à 67%.

Si ce référendum était organisé, le pourcentage de votes exprimés en faveur de son abrogation s'élèverait à 65%.

Le rejet de la réforme s'avère particulièrement prononcé chez les jeunes générations. Parmi les moins de 25 ans, 78% des votes exprimés se porteraient sur l'abrogation. De manière comparable, la proportion de votes exprimés favorables à l'abrogation atteint 83% parmi les ouvriers, une catégorie particulièrement concernée par la pénibilité du travail et l'usure professionnelle.

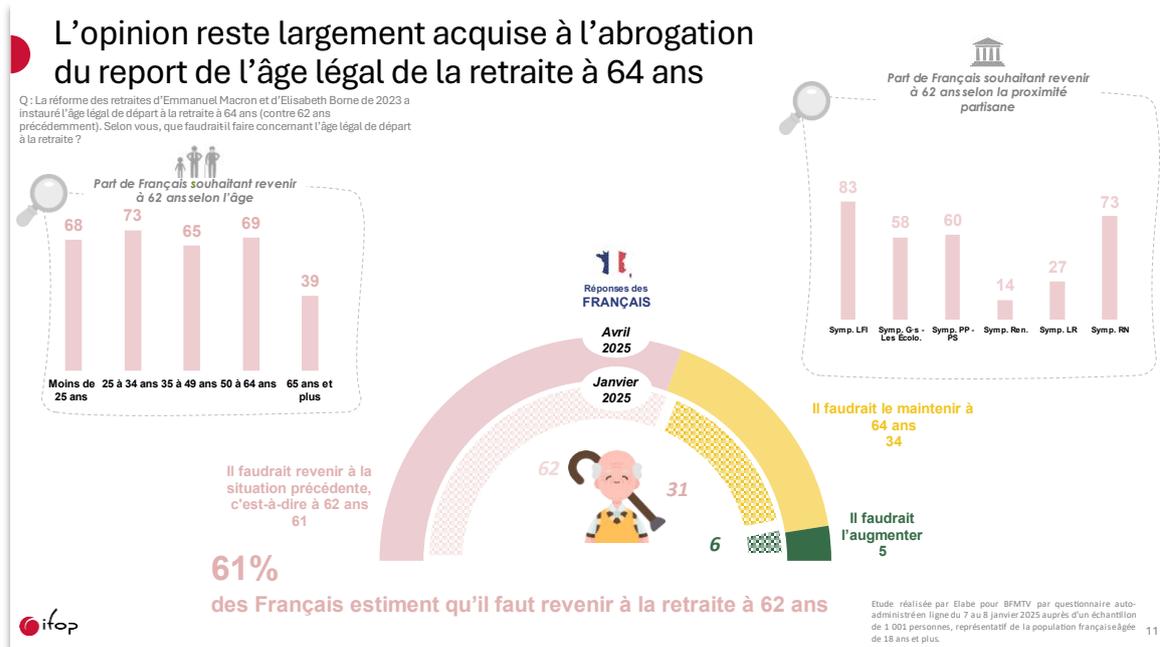
Sur le plan politique, le rejet transcende les clivages idéologiques traditionnels. Il est très marqué chez les individus se situant à gauche (81%), mais également fortement présent dans les rangs de l'extrême droite (83%).



2 - Une majorité solide favorable au retour à 62 ans

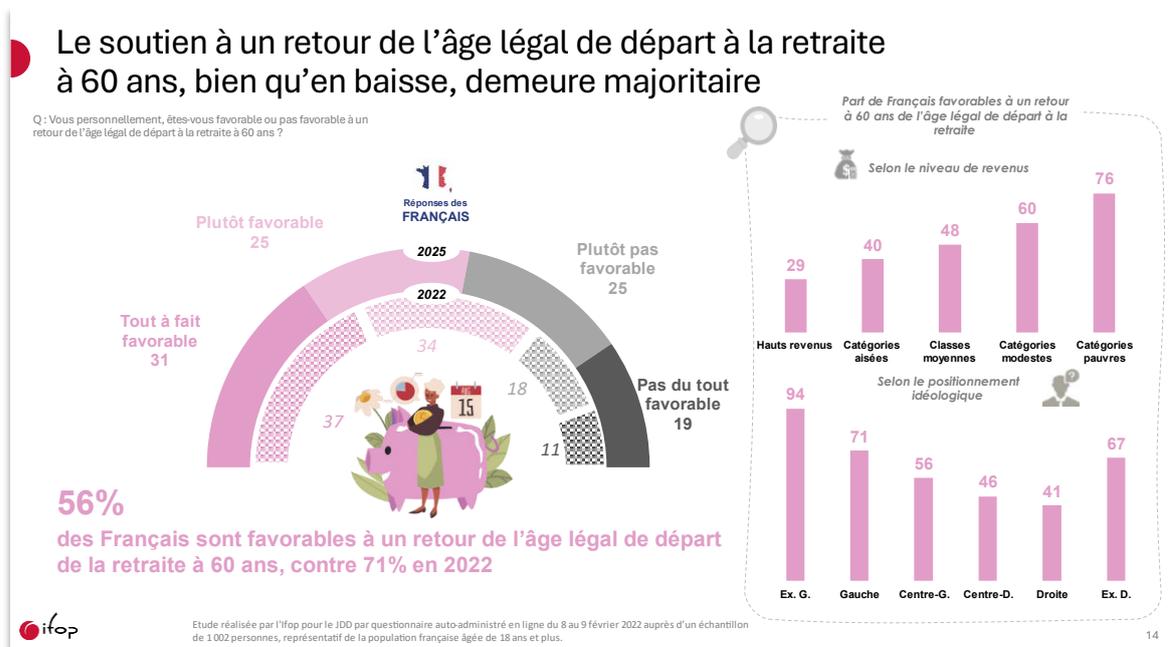
Une majorité de Français continue de souhaiter un retour à l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans : **61% des personnes interrogées se prononcent en faveur de cette solution**, tandis que 34% préfèrent maintenir l'âge à 64 ans, et 5% souhaitent

l'augmenter encore. Le soutien au retour à 62 ans est particulièrement marqué chez les ouvriers (73%) et les employés (77%), ainsi que chez les personnes déclarant exercer un travail physiquement assez pénible (76%) ou très pénible (70%).



Concernant l'option d'un retour à la retraite à 60 ans, 56% des Français y sont favorables en 2025, contre 71% en 2022, ce qui marque une baisse de 15 points en trois ans. Ce soutien reste néanmoins majoritaire, en particulier chez les ouvriers (76%), les employés (75%) et les personnes exerçant un métier jugé physiquement assez pénible (78 %).

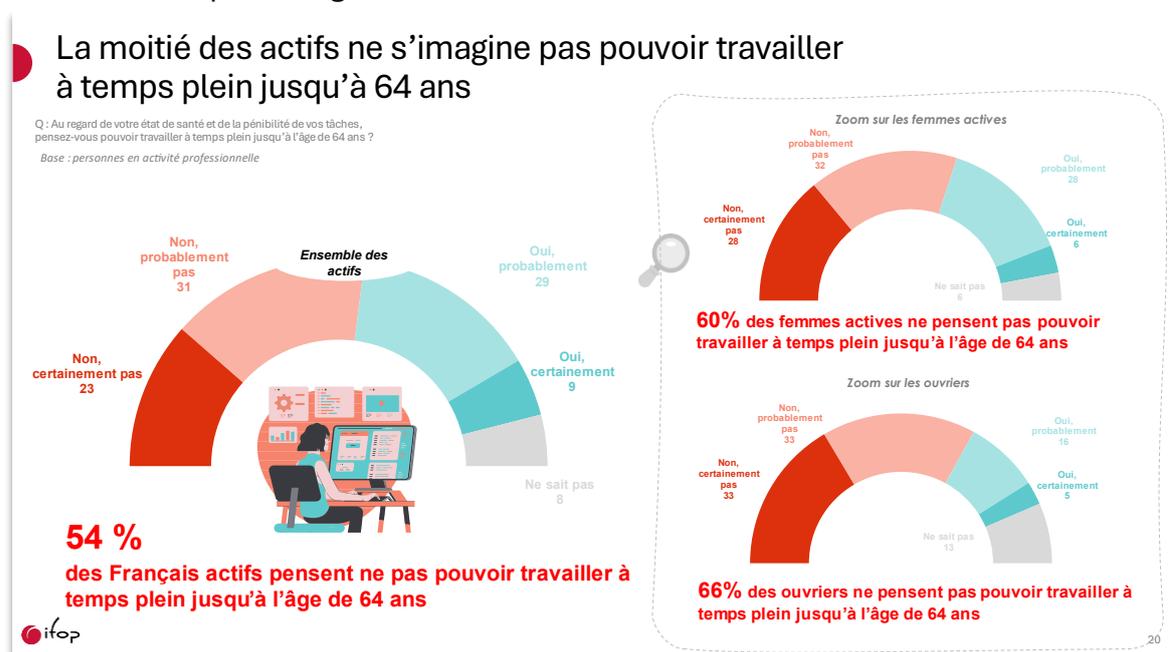
Ces résultats traduisent un attachement persistant à des âges de départ jugés plus justes, notamment par les catégories les plus exposées à la pénibilité du travail. La baisse du soutien au retour à 60 ans suggère toutefois un déplacement progressif du consensus vers le seuil de 62 ans, perçu comme un compromis plus réaliste.



3 - Un sentiment d'inquiétude qui domine la perspective du départ à la retraite

Lorsqu'ils sont interrogés sur leur **perception du départ à la retraite**, **50% des actifs déclarent l'envisager avec inquiétude**, contre 32% qui y associent un sentiment de satisfaction. Ces résultats marquent une nette inversion de tendance par rapport à la fin des 30 glorieuses, où seuls 30% exprimaient de l'inquiétude, tandis que 46 % se disaient satisfaits à cette perspective.

Cette évolution traduit une profonde appréhension dans la manière dont les Français envisagent leur fin de carrière. **Un actif sur deux estime ne pas être en mesure de travailler à temps plein jusqu'à 64 ans** (54%), une proportion qui atteint 60% chez les femmes, et 66% chez les ouvriers, davantage exposés à des conditions de travail physiquement pénibles. Par ailleurs, **43% des salariés sous contrat de droit privé estiment que leur entreprise ne les maintiendra pas dans ses effectifs jusqu'à cet âge**, laissant entrevoir un risque d'instabilité professionnelle susceptible d'alimenter ce sentiment d'inquiétude généralisé.

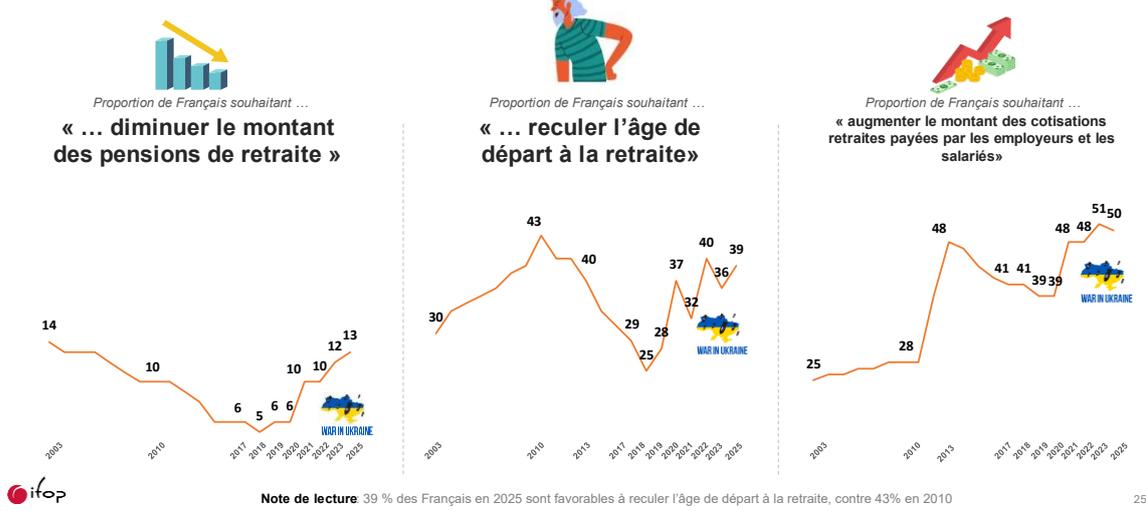


4 - Un rejet des solutions régressives et du système par capitalisation

Les Français portent un jugement clair sur les solutions envisagées pour garantir la soutenabilité du système de retraite par répartition. **Une très large majorité rejette les options jugées régressives par les syndicats : seulement 39 % se déclarent favorables à un recul de l'âge de départ à la retraite, et la baisse du montant des pensions est quasi unanimement refusée** (que 13% des répondants se déclarent favorables).

Malgré le contexte géopolitique, la diminution du montant des pensions reste exclue par la quasi-totalité des Français

Q : Pour chacune des solutions suivantes envisagées pour assurer la viabilité du système de retraite par répartition, pouvez-vous indiquer si vous y êtes... ?



Dans ce contexte, **moins d'un Français sur trois (29 %) déclare faire confiance au système par capitalisation**, une solution pourtant régulièrement mise en avant lors des débats sur la réforme des retraites. Il convient de souligner que le terrain de l'enquête s'est déroulé avant la crise boursière provoquée par l'annonce de nouveaux tarifs douaniers par le président américain. Un tel événement, survenu postérieurement, aurait probablement renforcé la défiance des Français à l'égard d'un système dépendant des marchés financiers.

Enfin, les Français se montrent massivement favorables à plusieurs mesures censées contribuer à la soutenabilité du système de retraite et permettre de financer un retour à la retraite à 62 ans. Ainsi, **82% d'entre eux soutiennent la mise à contribution des dividendes versés par les entreprises à leurs actionnaires**, tandis que **86 % approuvent le recours à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes comme levier de financement**. Par ailleurs, **80% se déclarent favorables à des actions pour limiter le temps partiel subi et à des politiques renforcées de lutte contre le chômage**. Ces niveaux d'adhésion très élevés témoignent d'un attachement fort à des solutions solidaires, redistributives et structurelles.

Nicola Gaddoni, Ifop

Le point de vue de la CGT sur les résultats de l'étude

Alors que le gouvernement a délibérément fait le choix d'enterrer les concertations, en fermant la discussion sur l'âge de départ à la retraite et l'abrogation de la réforme de 2023, la CGT a fait le choix de s'adresser directement aux salarié-es : campagne de terrain, meetings, matériel d'information... et le constat est unanime. **Ce sondage vient confirmer ce que la CGT revendique : 61% des Français-es estiment qu'il faut revenir à la retraite à 62 ans (dont 68% des salarié-es).**

Dans le contexte social et économique actuel, où les riches sont toujours plus riches, et où les efforts reposent toujours sur les travailleurs et travailleuses, y compris précaire ou privé-es d'emploi, et les retraité-es, cette réforme vient accentuer les craintes et inquiétudes sur les fins de carrière. **En effet, 54% des actifs, et en particulier les femmes (60%) et les ouvriers (66%), ne s'imaginent pas travailler**

jusqu'à 64 ans. Pire encore, 4 salarié-es sur 10 craignent d'être licencié-es avant 64 ans.

La réforme 2023 crée un vice social, mais aussi démocratique. Le gouvernement a autoritairement appliqué une réforme largement rejetée, et que 68% des Français-es souhaitent voir soumise à référendum.

Dans ce cadre, et sans surprise, le sondage vient confirmer ce que demande la CGT depuis 2 ans : **65% des Français-es voteraient pour l'abrogation de la réforme en cas de référendum.** La réforme des retraites est un enjeu de démocratie, elle doit donc être soumise au vote des Français-es ou à celui des parlementaires.

Enfin, et contrairement à la doctrine que le gouvernement et le patronat tentent de nous imposer, **les Français-es sont très majoritairement favorables aux propositions de la CGT de financement du système de retraite par répartition.** Alors que **71% des Français-es rejettent la capitalisation** (que la crise boursière américaine vient confirmer comme un système dangereux et instable), les mesures portées par la CGT sont convaincantes : les Français-es sont très largement favorables à l'élargissement de l'assiette des cotisations via :

- l'alignement des salaires entre les femmes et les hommes (86%)
- l'augmentation générale des salaires (78%)
- la soumission à contribution des dividendes versés par les entreprises à leurs actionnaires (82%)
- l'augmentation de 1 point des cotisations patronales (76%)

Ce sondage confirme que la question de l'abrogation de la réforme des retraites, même 2 ans après son application, reste très largement impopulaire. A contrario, le sérieux et la popularité des propositions de financement de la CGT démontrent qu'un autre modèle social est possible. **La CGT appelle le gouvernement à entendre les voix majoritaires pour l'abrogation de la réforme 2023 et organiser une conférence de financement pour le retour à 62 ans, puis 60 ans** (avec des départs anticipés pour prendre en compte la pénibilité, y compris dans les métiers féminisés).

POUR CITER CETTE ETUDE , IL FAUT UTILISER A MINIMA LA FORMULATION SUIVANTE :

« Étude Ifop pour la CGT réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 2 au 4 avril 2025 auprès d'un échantillon national représentatif de 2023 personnes, représentatif de la population résidant en France métropolitaine âgée de 18 ans et plus ».

CONTACTS PRESSE :

CGT

Marylie Breuil, m.breuil@cgt.fr, 06 80 62 02 74

Mélanie Vasselin, m.vasselin@cgt.fr, 06 80 61 62 13

Ifop

François Kraus – Directeur du pôle Directeur de pôle Opinion, pôle « Actualités et politique » - Ifop – 0661003776 - francois.kraus@ifop.com

Nicola Gaddoni, Chargé d'études, pôle « Actualités et politique » - Ifop – 0766595534 – nicola.gaddoni@ifop.com

